

SEMINAIRE Changement Climatique et Biosphère: Expertises, Futurs et politiques"

Mardi 3 Décembre de 14h à 18h

Centre A. Koyré

27 Rue Damesme- Paris 13^e- 5^e étage, gauche

organisée cette fois avec des climatologues sur le thème:

Incertitudes, Alarmisme et Catastrophe

14h **Pascal Maugis** (LSCE-IPSL): CC et montée du niveau de la mer. L'expertise du GIEC sous estime-t-elle le risque ?

La lecture de l'article d'O'Reilly, Oreskes et Oppenheimer sur la controverse sur le niveau de la mer dans le précédent rapport du GIEC pourra ici être utile

16h **Amy Dahan & Régis Briday** (Centre Koyré): Introduction à l'article *The Collapse of Western Civilization* de N. Oreskes & E. Conway (*Dædalus*, 2013, p 40-58) (posant, sous la forme d'une fiction, la question de la responsabilité des scientifiques du climat dans l'insuffisance de l'action climatique)

Recension par Régis Briday (Centre A. Koyré)

de l'article "The Collapse of Western Civilization: A view from the Future"

de Naomi Oreskes et Erik Conway

(*Dædalus*, 2013, p 40-58)

Introduction générale

▪ **Présentation**

- Il s'agit d'un article de 14 pages (hors notes), intitulé « **L'effondrement de la Civilisation Occidentale : une vue depuis le futur** » ('The Collapse of Western Civilization : A view from the Future'), publié en **2013**.
- Bien que le résultat d'« un **mélange de deux genres** », la **science-fiction** et l'**histoire**, comme le formulent les auteurs, l'article fut publié dans *Dædalus*. Il s'agit d'un journal avec comité de lecture de l'*Académie des Arts & des Sciences américaine*, qui publie des articles d'universitaires, de sciences humaines et sociales principalement. L'objectif de ce journal est de « présenter de nouvelles perspectives multidisciplinaires sur des sujets centraux de la vie américaine », est-il énoncé sur son site Internet. Par exemple, l'indépendance de la justice, l'énergie, le nucléaire, l'avenir d'internet, la démocratie américaine et le bien commun, l'immigration, *etc.*
- **Naomi Oreskes** est une sociologue et historienne des sciences, longtemps « Professeure d'Histoire des Sciences et de 'Science Studies' » à l'Université de Californie (San Diego), ayant intégré récemment l'Université de Harvard comme « Professeure d'Histoire des Sciences ». Elle a d'abord consacré des études à l'histoire de la *géologie*, sa discipline de formation, avant de dédier ses travaux aux

sciences du changement climatique, et en particulier aux controverses entre les experts du GIEC et leurs détracteurs aux Etats-Unis. **Erik Conway** est initialement un historien de la NASA, qui a notamment mené une riche étude sur les sciences de l'atmosphère à la NASA. En 2010, **Oreskes et Conway** ont publié un ouvrage retentissant sur *les Marchands de doute*. Ils y témoignent à charge contre des auteurs de tentatives de déstabilisation d'expertises publiques, expertises qui emportent pourtant une large adhésion au sein de la communauté scientifique. Ces « marchands de doute » sont des *chercheurs financés, occasionnellement, par l'industrie* (ainsi, le célèbre Edward Teller). Ils utilisent parfois comme force de frappe des '*think tanks*' qu'ils ont eux-mêmes créés et/ou dirigés (ainsi, Frederick Seitz, William O'Keefe et Jeff Kueter du 'Marshall Institute'). Enfin, ces « marchands de doute » possèdent une notoriété, une aura importante au sein de la communauté scientifique et au-delà, pour des travaux réalisés dans un cadre académique, de recherche publique. Toutefois, et c'est là que le bât blesse selon Oreskes et Conway, ces acteurs utilisent cette reconnaissance pour intervenir "par la bande" dans des controverses où ils ne sont pas invités. En effet, leur compétence scientifique n'a pas été éprouvée dans les champs scientifiques pertinents pour trancher la controverse. Contournant le processus de jugement par les pairs, dénoncent Oreskes et Conway, ces personnalités usent de stratégies "plus médiatiques que scientifiques" pour décrédibiliser des alertes scientifiques sur des questions environnementales et/ou sanitaires. Les études de cas choisies, toutes centrées sur les Etats-Unis, sont les pluies acides (Chapitre 3), la destruction anthropique de l'ozone (Chapitre 4), le tabagisme passif (Chapitre 5) et le changement climatique (Chapitre 6). L'étude de cas la mieux documentée, et aussi la plus personnelle, est le changement climatique. L'article que nous discutons ici reprend plusieurs thèses développées dans *Marchands de doute*.

- **Quelle est la nature du texte ?** Un récit, énoncé par un personnage de fiction – un historien chinois, qui écrirait en 2373 (l'année du « tricentenaire de la fin de la Culture occidentale (1540-2073) »), et retracerait le déroulement de la catastrophe climatique au cours des décennies écoulées – les deux décennies que nous venons de vivre et celles qui nous attendent. Avec pour point d'orgue, les années post-2073, celles « du Grand Effondrement et des Migrations de masse ». (p. 40)
- **Six parties** composent le texte :
 1. [pp. 40-41] **Une courte introduction**, où la tonalité « civilisationnelle » de l'article est donnée, et la thèse énoncée. Voici la thèse : Des catastrophes ont jadis occasionné la fin des civilisations mayas, incas, etc. – telles que décrites, par exemple, par Jared Diamond (la référence est implicite ; 'The Collapse of Western Civilization' répond au 'Collapse: How Societies Choose to Fail or Succeed' de Diamond, publié en 2005). Le cas du CC, s'il conduit lui aussi à la mort d'une civilisation, serait différent dans la mesure où il serait global, et surtout dans la mesure où « les gens concernés savaient ce qui leur arrivait » (« mais furent incapables d'arrêter le

processus »). Les gens concernés sont l'ensemble de l'humanité, mais Oreskes et Conway se focalisent sur les principaux producteurs de savoirs sur le CC et les principaux responsables des émissions de CO₂, qu'ils englobent sous le terme de « *Civilisation occidentale* ». « Les gens de la Civilisation occidentale, condamnent-ils, n'agirent guère en fonction de ce qu'ils savaient. » (pp. 40-41) *On comprend que l'article s'attache à nous expliquer pourquoi ils ne l'ont pas fait. Ce qu'il va faire à l'aide du récit fictionnel de l'historien chinois, parlant depuis l'an 2373.*

2. [pp. 41-43] **Récit, 1^{ère} partie. L'avènement d'une « Ere de Pénombre » (1988-2073)**, qui s'assombrit par étapes successives (dès 1992 ; en 2009, COP de Copenhague ; etc.). Cette période est le lieu **d'un accroissement des catastrophes climatiques**. Elle est surtout, aux yeux des auteurs, **une Ere du Dén** de la réalité d'un CC destructeur. Sont distingués « *déni actif* » (de ceux qui affirment que les événements météorologiques et climatiques extrêmes seraient le produit de variations naturelles), et « *déni passif* » (de ceux qui reconduisent un 'Business As Usual'). Ce « déni passif » se serait perpétué, car les bienfaits de la combustion de GES auraient été jugés supérieurs aux méfaits du CC, et également parce qu'on aurait estimé que, si d'aventure les méfaits s'avéraient plus sérieux, on parviendrait de toute façon à les circonscrire. Quant aux *scientifiques*, ils se seraient « emmêlés dans leurs arguments ésotériques » au sujet de la pertinence d'attribuer tel ou tel événement extrême au CC d'origine anthropique, et aurait de la sorte contribué eux aussi, malgré eux, à ajourner les réductions d'émissions de GES. (p. 42)
3. [pp. 43-45] **Analyse critique de l'attitude des scientifiques**, qualifiée d'« **ascétique** ».
4. [pp. 45-48] **Récit, 2^{nde} partie. Concerne l'usage de deux 'technological fixes' inefficaces, et même contre-productifs : le gaz de schiste et la géoingénierie** (injection d'aérosols dans la stratosphère).
5. [pp. 48-53] **Démonstration de ce que les auteurs présentent comme leur « thèse »**. A savoir : « **deux idéologies** » qualifiées d'« **inhibitrices** » (il faut comprendre : deux technologies de *désinhibition*, comme les appelait Jean-Baptiste Fressoz) **expliqueraient le Dén** du CC : le « **positivisme** » et le « **fondamentalisme du marché** ». L'accent est notamment mis sur le rôle de '*think tanks*', « qui lancèrent des défis aux savoirs scientifiques qu'ils trouvaient menaçants », dans l'optique de servir des intérêts économiques particuliers (p. 49). Les auteurs dissertent ensuite sur les limites du néolibéralisme et du communisme, et sur les vertus de la réglementation étatique pour les questions d'environnement.
6. [p. 53] Pour finir, le narrateur revient à son présent de l'an 2373. Par chance, sans que l'homme en fût la cause, une espèce répandue de lichen avait fini par muter, si bien qu'elle avait utilisé beaucoup plus efficacement le CO₂ atmosphérique, jusqu'à le capturer massivement. De plus, une modification fortuite de l'orbite terrestre s'était produite. Si bien que, en définitive, la tendance climatique s'était inversée. (p. 48) Toutefois, les années de grande crise climatique, qui s'achèvent, ont **laissé un**

monde où se sont épanouies des politiques ultra-centralisées, technocratiques...
Un monde de l'après-catastrophe à repenser.

- Je vois dans cet article **trois grandes thématiques** :
 1. **Les vertus et limites de la construction d'un récit d'anticipation** tel que celui que proposent Oreskes et Conway.
 2. **Les limites de leur explication de l'échec** des politiques du CC, imputé au « **positivisme** » et au « **fondamentalisme du marché** » (ou « **néolibéralisme** »).
 3. **L'analyse de la responsabilité des experts du GIEC et des contre-experts** dans l'échec des politiques climatiques.

Premier thème : le type de récit

Comme l'énoncent les auteurs, leur texte a un pied dans le champ académique de l'**histoire**, avec un travail de référencement et de relecture par les pairs, et un autre pied dans la **littérature de science-fiction**. Remarque : à une unique occasion, ils inventent une publication située dans notre futur : *Hansen et al. v. United States*, 1025 U.S. 722 (2032) (cf. note n° 11). Ils créent pour la circonstance un site internet du futur, le <http://www.independentscientificvoice.org> (p. 55). Quoiqu'en soit, on se trouve indubitablement en présence de *deux types de récits* différents, incommensurables :

1. *Un récit d'historien*, référencé, pour la période avant 2013 ;
2. *Un récit d'anticipation*, pour la période 2013-2073.

L'historien que je suis se trouve quelque peu déconcerté face à cette **dissymétrie de construction** entre les récits des deux périodes, qui sont pourtant mis bout à bout. Mais, c'est le jeu d'anticipation auquel nous invitent Oreskes et Conway - pourquoi pas ! Je demeure toutefois embarrassé par la prise de parole d'un Chinois de 2373, car **je ne peux nullement savoir « d'où il parle »**. Certes, ce recours à un narrateur du futur est une mise en scène, un prétexte qu'utilisent Oreskes et Conway pour défendre *leur propre thèse*. Toutefois, le narrateur semble parfois défendre un "*bilan chinois*". Le développement d'énergies renouvelables aurait été beaucoup plus poussé en Chine qu'ailleurs, et une politique de contrôle des naissances y a été, dieu merci !, entreprise (alors que jugée « immorale à l'Ouest »). Tant et si bien que les émissions de CO2 du pays auraient diminué rapidement à partir de 2020 (p. 45 & note n°5, p. 54). Aucune critique du modèle chinois n'est jamais formulée.

... Si nous passons outre ces deux objections au projet de récit de Conway et Oreskes, nous pouvons trouver des "**vertus**" à ce **récit d'anticipation** (ou plutôt, lui trouver une utilité au sein de la stratégie particulière de mobilisation contre les émissions de GES qu'ont adoptée les deux historiens). **Première "vertu" : elle prend acte du constat "psychologique" fait par Jean-Pierre Dupuy au début de son livre *Pour un Catastrophisme Eclairé* (2002).** Dupuy relate que, jusqu'à la date fatale de la déclaration de guerre du 4 août 1914, le conflit

militaire apparaît à Henry Bergson « *tout à la fois comme probable et comme impossible* ». Une fois la déclaration de guerre prononcée, en revanche, une « impression de simplicité domin[e] tout », confie Bergson. Un « passage de l'abstrait au concret s'est produit ». La catastrophe est devenue « réelle, et par là même elle [est devenue] rétrospectivement et rétroactivement possible », analyse Jean-Pierre Dupuy. Or, Oreskes et Conway *créent, dans leur article, de manière artificielle, fictionnelle, ce lieu depuis lequel nous pourrions croire en la catastrophe du CC* qui est en train d'advenir, et nous menace plus encore si nous n'agissons pas radicalement dans les années à venir. Dupuy écrivait : « C'est bien là la source de notre problème. Car s'il faut *prévenir* la catastrophe, on a besoin de croire en sa possibilité *avant* qu'elle ne se produise. Si, inversement, on réussit à la prévenir, sa non-réalisation la maintient dans le domaine de l'impossible, et les efforts de prévention en apparaissent rétrospectivement inutiles. » Par leur récit d'anticipation, *énoncé après la catastrophe*, Oreskes et Conway veulent rendre « réels », effectifs les scénarios-catastrophes que décrivent les scientifiques du GIEC aujourd'hui... « Pour *prévenir* la catastrophe », encore faut-il avoir « cru en sa possibilité *avant* » qu'elle ne se produisît. [Dupuy, pp. 11-13]

Autre "vertu" du récit d'Oreskes et Conway : il est un prétexte pour exposer des éléments particuliers de l'expertise du GIEC. Ou des éléments oubliés.

Enfin, il cherche à nous mettre en garde contre des **risques politiques** qui nous menacent. Par exemple,

- *Un risque de décrédibilisation croissante des scientifiques du GIEC*, qui pourrait conduire, dans le pire des cas, à justifier bientôt des « inculpations et emprisonnements » de scientifiques jugés « catastrophistes », scientifiques qui « mettraient en danger » « l'économie », et donc « la sécurité et le bien-être public général ». Les auteurs pointent du doigt de *premières ingérences* de l'élite politique états-unienne, l'an dernier (en 2012) : d'une part, des ingérences dans les conclusions mêmes des scientifiques, autour de la question de la montée des océans (Cf. ce qu'Oreskes et Conway nomment, de manière satyrique, un « Sea Level Rise Denial Bill », voté par l'Etat de Caroline du nord) ; d'autre part, un « Government Spending Accountability Act de 2012 » de l'Etat fédéral, qui restreindrait « la possibilité des scientifiques des agences nationales à assister à certaines conférences pour partager et analyser les résultats de leurs recherches. » (p. 43)... Il faudrait vérifier qu'Oreskes et Conway ne caricaturent pas les deux textes qu'ils évoquent.
- Autre menace politique : le *transfert, toujours réitéré, de notre enthousiasme vers de nouvelles "technologies miracles", aux dépens de réductions d'émissions de GES*. Ainsi, le recours au *gaz de schiste* peut induire une démobilisation pour réduire les émissions de GES, et, de plus, « mener à l'effondrement du prix du gaz naturel, et par conséquent mettre hors-jeu des industries naissantes d'énergies renouvelables »... alors que le gaz de schiste est précisément présenté comme « un pont » temporel, jeté vers des énergies renouvelables futures. (pp. 45-46)

Deuxième thème : la thèse des « idéologies inhibitrices »

Deuxième thème. Qu'est-ce, à présent, que ce récit d'historien, référencé, pour la période avant 2013 ? Il ne s'agit pas d'une uchronie, puisque Oreskes et Conway n'ont inventé aucun événement qui se serait produit dans notre passé. Les auteurs référencent en outre leur récit dans les règles de l'art, et le publient dans un journal avec comité de lecture. *On peut donc, me semble-t-il, juger ce récit comme un récit d'historien à part entière.*

« La thèse de l'analyse » qu'ils ont réalisée est la suivante : « la Civilisation occidentale s'est retrouvée sous l'emprise de deux idéologies inhibitrices » - comprendre : deux idéologies qui l'ont prévenue de prendre les mesures nécessaires contre le CC - : d'une part, « **le positivisme** » ; d'autre part, « **le fondamentalisme du marché** ».

Qu'est-ce que les auteurs désignent par « **positivisme** » ? « Une tradition empirique, nommée ainsi d'après le nom du philosophe français Auguste Comte ». Il ne s'agit donc pas directement du positivisme comtien. D'ailleurs, ils annulent immédiatement la référence à Comte, en parlant de « Baconianisme ». Qu'est-ce que cette philosophie d'inspiration baconienne ? Une philosophie qui affirme que, « à travers l'expérience, l'observation et l'expérimentation, on peut réunir un savoir fiable sur le monde naturel, et que ce savoir rendrait plus puissant ses possesseurs. »

... La traduction est sujette à caution, mais il me semble que, quelle que soit la traduction adoptée, le constat demeure : *Oreskes et Conway se contredisent*. Ils applaudissent « la première partie du programme », le programme empirique, qui a permis aux scientifiques du XX^{ème} siècle « d'anticiper les conséquences du CC ». Puis, ils déplorent que « la seconde partie du programme », l'accroissement de puissance (d'intervention, d'action) de l'homme par la science, ne soit pas plus accomplie. Ils écrivent en effet : « La pratique empirique a justifié la première partie de la philosophie [...], mais la seconde partie s'est révélée moins contraignante / convaincante ('compelling') » (p. 49). *En d'autres termes, Oreskes et Conway ne luttent pas contre l'idéologie positiviste ou baconienne, ils regrettent qu'elle ne soit pas pleinement incarnée dans nos pratiques ! Pourquoi, dès lors, l'avoir présentée comme une « idéologie inhibitrice », néfaste?... A moins que l'intention soit purement ironique ; mais, alors, quel est l'intérêt de ce bon mot - « la seconde partie du programme s'est révélée moins contraignante / convaincante ('compelling') » -, si les auteurs ne nous disent pas par ailleurs quel serait le bon usage des savoirs scientifiques ?*

En fait, il n'est pas possible de savoir si Oreskes et Conway sont comtiens, ou baconiens, ou que sais-je... Ils passent rapidement à l'autre « **idéologie inhibitrice** », **qui explique en définitive à elle seule** pourquoi le savoir que nous avons acquis grâce à la science « eut peu d'impact sur les politiques économiques et technologiques », politiques qui continuèrent à légitimer une utilisation importante, et même croissante, de combustibles fossiles. **Les raisons sont à trouver dans le fait que « le pouvoir [se trouvait] aux mains d'institutions politiques, économiques et sociales qui avaient de forts intérêts dans le maintien de l'utilisation des carburants fossiles »,** écrivent Oreskes et Conway - un

« système » qu'ils nomment « **complexe de combustion carbone** ». Et de désigner leurs **protagonistes** :

- les *industries du secteur primaire*, extracteurs de combustibles fossiles ;
- les *industries du secteur secondaire* qui travaillent main dans la main avec eux (dont les entreprises de construction, les manufacturiers des plastiques et de la pétrochimie, etc.) ;
- les *industries du tertiaire* qui ont un grand intérêt à voir les prix de l'énergie bas, en particulier ceux du transport ;
- les *institutions financières* qui alimentent ces secteurs en capital ;
- et, enfin, des '*think tanks*' qui "produisent du doute" sur les savoirs alarmistes sur le CC.

Comment, dès lors, en **démocratie**, avec la sanction du vote, un tel système, qui ne profiterait qu'à une minorité, a-t-il pu perdurer ? L'une des raisons tient à la production de doute (j'y reviendrai dans la troisième partie). L'autre raison tient dans la « croyance quasi-religieuse » accordée à « un système empiriquement injustifiable mais puissant ('an empirically inadequate yet powerful system') » : le « **fondamentalisme du marché** », que les auteurs assimilent au « **néolibéralisme** ». Suit un laïus – beaucoup trop simpliste... – sur la montée du « néolibéralisme », et sur les limites de l'ultralibéralisme et du communisme. On comprend bientôt que, par « néolibéralisme », Oreskes et Conway désignent **un recul de l'Etat au profit du marché**, sous le prétexte que le marché seul garantirait la **liberté individuelle**. En cela, précisent-ils, « l'horrible violence à l'Est » aurait fortement contribué à conduire « les intellectuels occidentaux à voir chaque chose associée au Communisme comme un mal, y compris – et ceci est crucial pour [leur] récit – les formes modestes et nécessaires d'interventions sur le marché, telles que la **taxation progressive et la réglementation environnementale**, et les interventions humanitaires, telles que des régimes de santé efficaces et accessibles et le contrôle des naissances. » Comme le reste, la question climatique aurait dû se régler par le marché. Stratégie qui échoua. (pp. 49-53)

Hélas, les auteurs ne nous expliquent pas pourquoi, par exemple, les mécanismes de financiarisation du carbone ont échoué à faire baisser les émissions de CO₂, ni pour quelles raisons les tentatives de mise en place de « taxes carbone » ont fait long feu. De plus, leur description du « néolibéralisme » est dépourvue d'originalité. Je vois, enfin, au moins **deux autres grandes faiblesses au récit d'Oreskes et Conway** :

1. D'après Oreskes et Conway, l'explication de la crise climatique serait à trouver dans un mode de gouvernement dit « néolibéral » propre aux **années post-1980**. Or, les politiques des années 1950-70 auraient-elles été capables de prendre à bras le corps une question comme celle du CC ? Rien n'est moins sûr. L'explication est donc incomplète. Les auteurs auraient pu construire un récit plus long, comprenant la « Grande Accélération » productiviste-consumériste d'après-guerre (cf. Christophe Bonneuil, sur les Trente Glorieuses), une longue « désinhibition » vis-à-vis des pollutions (cf. J-B Fressoz), et/ou le développement du capitalisme carboné à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle.

Alors qu'ils ont choisi un narrateur chinois, Oreskes et Conway ne citent pas les ouvrages de Kenneth Pomeranz, qui opposent le mode de développement de la Chine à celui du "pays-modèle" du capitalisme au XIX^{ème} siècle, l'Angleterre. Celle-ci tira profit d'une double originalité : elle exploita intensément un charbon aisément accessible en métropole pour son industrie et le chauffage domestique, et mobilisa des « hectares fantômes » à la périphérie de l'empire pour produire des ressources d'autres types (bois, coton, sucre, etc.). (Pomeranz, 2003, *La force de l'empire. Révolution industrielle et écologie, ou pourquoi l'Angleterre a fait mieux que la Chine* & Pomeranz, 2010, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*)

2. Oreskes et Conway soulignent que **le mode de gouvernance néolibéral est un lieu de recul de l'Etat**. Il est indéniable que le discours du « trop d'Etat » est au cœur de la rhétorique néolibérale. Mais, comme l'écrit Wendy Brown dans son article « Le néolibéralisme et la fin de la démocratie » (2007 (2003), *Les Prairies ordinaires*, p. 52) :

A la différence du libéralisme économique classique, « le néo-libéralisme ne considère pas le marché et le comportement économique rationnel comme purement naturels » }ce qui est un peu caricatural, mais enfin... (remarque personnelle)}, mais comme devant être dirigé[s], soutenu[s] et protégé[s] par la loi et par le gouvernement, tout autant que par la diffusion de normes sociales élaborées pour faciliter la concurrence, le libre-échange et l'action économique rationnelle de tous les acteurs et de toutes les institutions sociales ». Par contre, ceci « n'implique pas que le marché soit contrôlé par l'Etat. Au contraire : le marché est le principe d'organisation et de régulation de l'Etat et de la société ».

Pour comprendre les politiques environnementales à l'heure du néolibéralisme, il faut donc peut-être plutôt partir de ce primat donné au marché, de cette "**antériorité**" du marché sur la prise de décision politique. On peut alors d'autant mieux expliquer pourquoi l'environnement a été, de plus en plus systématiquement, redéfini depuis les années 1970-80, et surtout les années 1990, en termes de coûts et de bénéfices, d'opportunité de croissance verte, etc... **Les Etats participent activement à ces redéfinitions.**

J'aurais également pu souligner qu'on peut voir la "non-action" des **néolibéraux comme une partie de la stratégie qui consiste à maintenir le monde dans un état de crise quasi-permanente. Le néolibéralisme sait en effet se nourrir des crises pour se renforcer.** C'est ce que montre, par exemple, Naomi Klein, dans son ouvrage *la Stratégie du Choc. La montée du capitalisme du désastre* (2008). Les plus patents mécanismes de domination et de renforcement de la logique néolibérale sont à trouver dans des rapports particuliers de créancier à débiteur (les dettes), et dans des logiques de mise en concurrence accrue des acteurs économiques à l'échelle mondiale. En outre, souligne Naomi Klein, les différentes prétendues « crises » (crises financières, environnementales, économiques, le terrorisme, la guerre, etc.) se renforcent mutuellement, et participent conjointement à la consolidation de l'influence des néolibéraux (incarnés, principalement, par les Etats-Unis d'Amérique, dans ses études de cas). Elle écrit :

« Notre dépendance commune à l'égard de sources d'énergie polluante et non renouvelable engendre d'autres crises : les catastrophes naturelles (en hausse de 430% depuis 1975) et les guerres livrées pour le contrôle de ressources rares (on songe à l'Afghanistan et à l'Irak, bien sûr, mais on ne doit pas oublier non plus des conflits de moindre intensité comme ceux du Nigéria, de la Colombie et du Soudan), lesquelles entraînent à leur tour des ripostes terroristes ». (pp. 515-516)

On pourrait ajouter à ces "synergies négatives", les possibilités de 'business' et de contrôle des populations qui ne manqueront pas de se développer au nom de « l'adaptation »... Dans leur récit anticipation, Oreskes et Conway n'envisagent guère ce type de processus de renforcement du néolibéralisme. Et, se focalisent, à la place, sur la controverse autour des savoirs scientifiques sur le CC. Le troisième thème traité.¹

Troisième thème : influence des experts et contre-experts du CC

Plus précisément, le troisième thème traité dans cet article est **la responsabilité des experts du GIEC et des contre-experts** dans l'échec des politiques climatiques (ou dans l'absence de politiques climatiques, si l'on préfère). Etonnamment, Oreskes et Conway *ne s'attaquent jamais, dans leur article, à la « forme », au cadrage de la gouvernance climatique*. A la place, ils relatent comment le « **déni du CC** » s'est répandu dès les années 1990-2000.

« Avant la fin du millénaire, écrivent-ils, le déni s'était largement propagé. Aux Etats-Unis, des leaders politiques – dont le président des Etats-Unis, des membres du Congrès, et des membres de la Législature de l'Etat – adoptaient des positions de déni. En Europe, en Australie et au Canada, le message de « l'incertitude ('uncertainty') était encouragé par des industriels, des banquiers, et quelques leaders politiques » (p. 42). Mais, Oreskes et Conway n'en restent pas à ces acteurs. S'ils reconnaissent que le « déni » est en partie à imputer à un **facteur socio-économique** (les coûts sociaux de résolution du CC seraient supérieurs aux bénéfiques), il est également le résultat d'une **guerre psychologique**, qui a conduit l'homme à être trop « optimiste » au sujet de sa capacité « d'adaptation » au CC (p. 44). Les auteurs s'attardent en particulier sur **l'efficace campagne de désinformation menée au sujet de l'ampleur et des risques du CC, manœuvre dilatoire visant à repousser toujours le moment où le savoir scientifique serait suffisant** pour garantir que l'on doive consentir à un effort significatif de réduction des émissions de CO₂. Les auteurs émettent alors des critiques envers **deux types de scientifiques qui discutent le changement climatique** :

1. **Leurs principales critiques vont à des scientifiques réunis au sein de 'think tanks' néolibéraux "climato-sceptiques"**. Première remarque : *étonnamment, Oreskes et Conway ne parlent pas spécifiquement des « marchands de doutes », qu'ils*

¹ A la fin, lorsque que la catastrophe doit être gérée inévitablement, Oreskes et Conway imaginent un monde où, en définitive, la crise du CC due aux néolibéraux aura creusé leur propre tombe. Oreskes et Conway écrivent : « en bloquant l'action préventive, les néolibéraux firent mieux qu'exposer les défauts tragiques de leur système : ils favorisèrent l'expansion du système de gouvernement qu'ils abhorraient le plus » - des gouvernements de type « Chine », « centralisés » et « post-socialistes » (p. 53)... Optimistes ?... Mais, bien sûr, par définition, on ne peut pas réfuter leur récit en anticipation, s'il est possible en droit !

avaient pourfendus dans leur ouvrage de 2010, et qui tirent profit de leur notoriété.²

Deuxième remarque : En fait, plus que les membres des 'think tanks' "climatosceptiques", Oreskes et Conway pourfendent **ceux qui leur donnent une visibilité : à savoir, « les journaux**, qui les citaient souvent comme s'ils étaient des scientifiques du climat, et juxtaposaient leurs arguments à ceux des scientifiques universitaires. Cette pratique donna au grand public l'impression que la science était toujours incertaine, mettant à mal le bon sens qui voulait qu'il fût temps d'agir ». (p. 49)

Troisième remarque : il me semble que cette **importance donnée à ceux qui remettent en question les conclusions du GIEC** ('think tanks' privés ou hommes politiques), **est pertinent surtout pour l'Amérique du nord.**³ **Et encore...** *consensus politique et action politique ne sont pas toujours liés*. Le Protocole de Montréal s'est négocié et a été signé (en 1987) sans consensus scientifique fort sur la réalité de la destruction anthropique de l'ozone stratosphérique (puisque les campagnes de mesures en Antarctique étaient en cours, et aucune théorie de la destruction de l'ozone *antarctique*⁴ n'existait encore).⁵ Il faudrait plutôt se demander, dès lors, pourquoi « le principe de précaution » ne fonctionne pas au sujet du CC...

² Ces marchands de doutes, qui appartiennent certes souvent à des 'think tanks' privés, conservateurs et/ou néolibéraux, sont des figures particulières, qui possèdent une aura dans la communauté scientifique. Problème, selon Oreskes et Conway, comme je l'ai dit dans l'introduction : ces scientifiques ne sont pas des spécialistes de la science du CC. Parmi ces marchands de doutes, citons, pour le CC, Seitz du 'Marshall Institute', Jastrow, Nierenberg ou encore Fred Singer [Oreskes & Conway, 2010, p. 190].

³ Dans son ouvrage de 2008, la Canadienne Naomi Klein leur accorde, elle aussi, une influence importante sur l'opinion publique, comme le font la plupart des auteurs nord-américains. En Europe, la situation est, de toute évidence, différente.

⁴ Il existait, par contre, une théorie de destruction de l'ozone à l'échelle globale, d'après Molina & Rowland, 1974... Mais, pas de tendances empiriques de destruction de l'ozone à l'échelle globale [Cf. WMO/..., 1985, *Atmospheric Ozone. 1985. Assessment of our Understanding of the Processes Controlling its Present Distribution and Change*].

⁵ Litfin Karin, 1994, *Ozone Discourses*, écrit :

"Beyond putting the issue on the agenda initially and framing the problem in terms of chlorine loading during the treaty revision process, scientists were not directly responsible for the ozone regime. The "power of problem definition" almost never remains with the scientists throughout the policy process (Weingart 1982).

"Scientific knowledge, rather than the scientists themselves, was crucial, but its ability to facilitate international cooperation was mediated by two crucial factors. **First**, the science was framed and interpreted by **a group of ecologically minded knowledge brokers associated with the EPA, NASA, and UNEP**. [... More specifically, despite the "explicit agreement" of the negotiators of the Montreal Protocol "to ignore" the **Antarctic ozone hole** question in the negotiation talks of 1986-87, "the rise of discourse of **precautionary action** was primarily shaped by" the announcement about this likely "discovery" (made in 1985). "By presenting the real possibility of unprecedented catastrophe, the hole shifted the terms of the debate in favor of those who preferred to err on the side of caution. Indeed, the hole changed the meaning of caution altogether; the vulnerability of ecosystems suddenly became more salient than the vulnerability of CFC industries."]

"**Second**, the context of the negotiations, defined in large part by the discovery of the Antarctic ozone hole, determined the political acceptability of specific modes of framing the scientific knowledge. Both Benedick and Haas wrongly downplay the impact of the hole on the Montreal Protocol negotiations. **No body of consensual knowledge, either from the computer models or from empirical observations, indicated that major cuts in CFC emissions were necessary in 1987. Only one specific mode of framing the available knowledge supported such a conclusion**, and that mode gained its plausibility from the heightened sense of risk that accompanied the discoveries over Antarctica. The importance of **the chlorine-loading methodology** is underscored by the fact that it became the universally accepted scientific discourse once the Antarctic ozone hole was conclusively linked to industrial sources. Discursive strategies were also prominent in the discussions of the environmental effects of UV-B radiation and substitute availability.

"[My] critique of [Peter Haas'] epistemic communities approach suggests that the relationship between science (and

Dernière remarque : la perspective « depuis le futur » qu’adoptent Oreskes et Conway jette le coup de projecteur sur les méthodes des perdants de l’histoire, donc ceux qui ont eu, rétrospectivement, tort, et non sur les méthodes des « catastrophistes ». Dans *Marchands de doute*, Oreskes et Conway s’étaient déjà bien gardés de mettre en question leurs méthodes (les films d’Al Gore, par exemple)...

2. Les seconds experts que vise la critique d’Oreskes et Conway sont **les scientifiques du GIEC**. D’abord, nous dit-on, ces scientifiques s’emmêle[raie]nt dans leurs arguments ésotériques au sujet de « **l’attribution** » **d’évènements singuliers** », plutôt que de marteler le risque « civilisationnel » des « mutations générales des caractéristiques climatiques, de ses impacts sur la cryosphère, et sur l’acidification croissante de l’océan mondial » (p. 42).

Ensuite, nous dit-on, ces scientifiques **auraient un niveau d’exigence trop grand au sujet de leurs propres savoirs, qui repousserait toujours le temps du "consensus suffisant"**. Oreskes et Conway déclarent : « Les scientifiques qui avaient le mieux compris le problème furent paralysés par leurs propres pratiques culturelles, qui exigeaient un niveau extrêmement élevé d’acceptation de leurs affirmations quelles qu’elles fussent – même celles impliquant des menaces imminentes. » (p. 40) Oreskes et Conway parlent « d’un ascétisme » pseudo-religieux. Ils pourfendent notamment la notion de « pertinence statistique (‘statistical significance’) », l’une des « pratiques extrêmes d’ascétisme », qui fixerait à 95 pourcent la limite statistique basse de confiance en un savoir scientifique. Ils discutent également le recours à des erreurs de types I et II. (p. 44) Cet arbitraire de la pertinence statistique a été discuté par Pascal Maugis dans la première partie du Séminaire, au sujet « du CC et de la montée des mers ». *La discussion sur l’incertitude et la confiance dans les savoirs scientifiques sur le CC que proposent Conway et Oreskes est, là encore, beaucoup trop rapide* ; elle contraste avec le foisonnement de problématiques soulevées dans les expertises du GIEC par Pascal Maugis.

En outre, Oreskes et Conway demandent à présent d’insister sur « l’attribution d’évènements singuliers », et non plus de marteler le risque « civilisationnel » des « mutations générales des caractéristiques climatiques, de ses impacts sur la cryosphère, et sur l’acidification croissante de l’océan mondial » (p. 44)...

Quoiqu’il en soit, d’après Oreskes et Conway, la conséquence fut la suivante : « Même lorsque les citoyens commencèrent à accepter [qu’un lien certain existait entre des évènements météorologiques extrêmes et le CC d’origine anthropique], les scientifiques qui étudiaient ce lien, eux, ne l’acceptèrent pas.

scientists) and policy (and policymakers) is **multidimensional**. Scientists may join together in an epistemic community to influence the course of policy, but their power is circumscribed by a host of contextual factors. Policymakers may co-opt or manipulate the scientists, or they may simply ignore what the scientists have to say.” [Litfin, 1994, chapter 6, pp. 7-9 of 15]

[... De la sorte, ces derniers] manquèrent la plus importante opportunité de l'histoire humaine » (pp. 44-45). Je trouve ce point sur le « **Trop de Science** » important. *Certes, l'argument n'est, là encore, nullement nouveau. De plus, il est, bien sûr, trop généralisant, puisque de nombreux scientifiques, et les conclusions du GIEC, reconnaissent et martèlent ce lien entre certains évènements extrêmes et CC. Enfin, le facteur explicatif de la course aux financements est selon moi trop rapidement mis de côté par Oreskes et Conway (p. 43) ; or, il est à mon avis décisif. Toutefois, cette "provocation" d'Oreskes et Conway sur l'ascétisme pseudo-religieux des scientifiques ouvre sur la problématique, sans doute sous-estimée, du mode d'action politique des scientifiques : que doivent faire les scientifiques, et en particulier les experts du GIEC, pour mobiliser plus efficacement les élites politiques et les citoyens ?* Doivent-ils élaborer d'autres *types de scénario*, par exemple mettre plus en avant les scénarios de décroissance, même s'ils sont exclus *a priori* par les élites politiques ? Doivent-ils rompre avec une rhétorique trop mesurée, et par conséquent lénifiante ? Doivent-ils poser sans crainte la question de la dissolution du GIEC ? Doivent-ils mettre l'accent sur des évènements climatiques peu probables mais possibles (effets de seuil, évènements extrêmes, possibilité de comportements chaotiques, *etc.*) ? Doivent-ils prendre part à la « résistance civile » (se montrer solidaires d'actions militantes environnementalistes, se mettre eux-mêmes en grève pour réclamer une action politique différente sur le CC, *etc.*) ? Doivent-ils dénoncer de manière plus virulente les tentatives d'intimidation d'hommes politiques, de technocrates ? Dans un article récent, Naomi Klein montre que certains scientifiques répondent favorablement à ces questions, et expérimentent déjà différents types de "contestations" (Klein Naomi, 2013, « How science is telling us all to revolt » ; document ci-joint).